



La CGT Educ'action est très inquiète de la nomination du nouveau ministre de l'Éducation nationale

La CGT Educ'action s'inquiète à plusieurs titres de la nomination de Jean-Michel Blanquer qui n'est pas inconnu dans le monde de l'Éducation puisque son dernier passage rue de Grenelle correspond aux ravages de la politique libérale mise en place par N. Sarkozy et L. Chatel.

Cette nomination de J-M Blanquer indique que les volontés du président de la République sont bien celles de libéraliser l'Éducation, de casser son caractère national, de fragiliser le statut des personnels, de déréglementer le système actuel et de mettre à mal l'enseignement professionnel.

En affichant sa feuille de route pour les semaines à venir, le nouveau ministre réaffirme la volonté gouvernementale d'octroyer une plus grande liberté aux collectivités territoriales en revenant sur l'organisation de la semaine scolaire. Cela entraînerait désordre, manque de lisibilité collective et nouvelle inégalité territoriale. De même, il souhaite agir vite pour le dédoublement des CP en REP-REP+ en supprimant le dispositif *Plus de maître-sses que de classes*. Pour nous, cette mesure, hasardeuse pédagogiquement, est difficilement tenable dans les délais impartis (il manquerait 25 % des personnels nécessaires et des locaux).

La CGT Educ'action dénonce surtout une nomination et une politique qui visent à amplifier l'autonomisation des établissements du second degré, leur pilotage par des chef-fes d'établissement aux pouvoirs étendus, la gestion des personnels par le mérite et les résultats et le tout évaluation des élèves. Toutes ces mesures en disent long sur la volonté d'individualiser les salaires (au mérite), sur la faible place accordée au dialogue social et au paritarisme de nos institutions et sur le caractère managérial voulu par ce modèle de gouvernance, comme il a tenté de le faire en tant que recteur de l'académie de Créteil.

La CGT Educ'action dénonce aussi les positions avancées par le président et le ministre concernant l'enseignement professionnel. Nous rappelons que nous sommes opposés au transfert de cette voie de formation aux régions. La politique du "tout apprentissage" prônée n'est pas la solution pour lutter contre le décrochage ou le chômage. À ce jour, c'est une impasse dont il faut sortir.

La CGT Educ'action considère que cette nomination est un très mauvais signal pour le monde éducatif, les personnels et les élèves. La CGT Educ'action sera, avec les personnels et les usagers, vigilante et combative pour s'opposer à tous les projets annoncés menaçant l'École.

Montreuil, le 19 mai 2017